



Union des **Nouvelles Générations**

Unité – Travail – Excellence

Monsieur Pascal AFFI N'GUESSAN

Président de l'Alliance des Forces Démocratiques de Côte d'Ivoire

01-decembre- 2014

Objet : Démission

Monsieur le Président,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous informer que notre parti politique, l'Union des Nouvelles Générations (UNG) démissionne de l'Alliance des Forces Démocratiques de Cote d'Ivoire (AFD).

Cette démission intervient suite à une grande incohérence que nous avons observée.

A l'issue d'une audience avec Monsieur Hamed Bakayoko, Ministre de l'Intérieur de Monsieur Ouattara, vous avez décidé de façon unilatérale que notre Groupement devait participer à une Commission Electorale Indépendante qui selon vous était consensuelle.

Nous avons alors, en qualité de membre de l'Alliance, dans une déclaration, en date du 10 Aout 2014, marqué notre étonnement et notre désaccord. Ceci, parce que votre position ne correspondait nullement aux missions que nous nous étions assignés dans notre volonté ferme de faire valoir les aspirations profondes de nos militants. Lesquels, rappelons-le, restent en attente du

rétablissement de l'état de droit dans notre pays par la résolution de **litiges liés** aux élections de 2010.

En effet, pour l'Union des Nouvelles Générations, l'entrée à la Commission Electorale Indépendante ne doit être envisagée qu'au terme d'un processus de normalisation de la vie politique. Cela implique nécessairement des garanties obtenues du régime de Monsieur Ouattara sur des questions fondamentales. Il s'agit notamment de la situation de tous les détenus politiques civils et militaires qui à ce jour n'ont pas encore été jugés, du retour de tous les exilés qui doit être envisagé dans un cadre politique en vue d'assurer leur sécurité et la rétrocession de leurs biens.

En somme, nous considérons qu'il est impératif pour le régime Ouattara de vider au préalable le contentieux lié à l'élection présidentielle de 2010 avant d'envisager la question de l'élection de 2015. Nous l'avons compris, le rétablissement de l'ordre social en dépend.

A ce sujet, il nous a semblé que Monsieur Ouattara et son Gouvernement ont moult fois déclaré vouloir apaiser le climat social et garantir des droits équitables à tous les citoyens de notre pays.

Il s'agissait donc, en toute évidence, de traduire en actes concrets ces déclarations faites devant le peuple de Côte d'Ivoire.

A défaut, il reviendrait donc à notre Groupement de conclure que Monsieur Ouattara et son régime n'étaient pas sincères et qu'il est donc impossible de leur accorder un blanc seing pour d'éventuelles échéances électorales.

A l'UNG, nous sommes malheureusement parvenus à cette conclusion parce qu'aucune question liée aux élections de 2010 n'a connu un début de résolution. Nous n'avons cessé d'exprimer notre

indignation et notre méfiance vis-à-vis de ce régime qui n'avait aucun scrupule à trahir le peuple ivoirien. Nous n'étions pas les seuls à en être convaincus. En effet, notre groupement politique (composé des partis ayant soutenu la candidature du Président Laurent Gbagbo et ayant participé à son dernier gouvernement excepté le Parti Ivoirien des Travailleurs) considère que notre retour dans cette commission doit être l'aboutissement d'un processus global ayant pour finalité l'organisation d'élections libres, transparentes et crédibles.

Cependant, vous, Monsieur le Président, n'aviez pas daigné entendre nos cris, faisant le choix résolu de pactiser avec ce pouvoir inique. Vous vous êtes ainsi engagé à participer à la Commission Electorale Indépendante (CEI).

En dépit de cet acte qui tranchait avec nos convictions nous sommes restés dans l'Alliance, espérant un meilleur discernement de votre part des pièges que le pouvoir Ouattara tendait à notre Groupement.

La composition de la CEI finira de nous donner raison.

Lors de l'élection du bureau de la CEI, les autres membres de l'Alliance ont vite décelé, avec nous, la forfaiture que Monsieur Ouattara était en train de perpétrer.

Ils ont dû claquer la porte pour signifier leur opposition.

En réalité, en lieu et place d'une CEI « consensuelle »-à laquelle vous aspiriez tant-nous avons assisté, impuissants, à une répartition des sièges les plus représentatifs entre les partis du RHDP.

Cet acte met gravement en péril l'impartialité d'un organe, certes, établi en vue de nous conduire à des élections ouvertes et crédibles.

Votre parti, le Front Populaire ivoirien (FPI), a même décidé lors d'un vote à son comité central du 15 septembre de sortir totalement de la

Commission Electorale Indépendante.

Telle était la situation qui prévalait, lorsque dans un communiqué de presse, l'Organisation des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) se félicitait «du retour des Représentants de l'Alliance des Forces Démocratiques au sein de la Commission Electorale Indépendante», ce, après une rencontre avec une délégation de notre groupement politique.

Pour l'Union des Nouvelles Générations (UNG), ce communiqué n'engageait nullement l'AFD, il convenait plutôt d'engager des discussions avec le Gouvernement en vue de faire le point des avancées réalisées éventuellement. Cette suggestion envisageait un état des lieux qui permettrait objectivement de juger de l'opportunité d'un retour au sein de la CEI. Nous étions donc en attente d'une réunion entre la délégation et le pouvoir de Monsieur Ouattara. Cet espoir sera une fois de plus ruiné puisque nous avons appris, par voie de presse, que les représentants de l'AFD, à savoir Messieurs Alain Dogou et Bertin Ganin, sont retournés siéger sans que nous n'ayons été informés en bonne et due forme au sein de l'AFD.

L'UNG élève une vive protestation contre ces pratiques anti démocratiques qui s'opposent à ses fondements et à son idéologie. Lesdites pratiques sacrifient la vie de nombreux compatriotes, qui ont placé tout leur espoir en cette alliance, pour des intérêts égoïstes et mesquins. De telles motivations tranchent avec notre vision de la responsabilité politique qui nous incombe et nous ne pouvons nous associer à une telle trahison.

Pour l'UNG, il est impossible à l'Alliance d'envisager des postes alors que les positions relativement à la composition de la CEI n'ont pas fondamentalement évolué. Le penser, reviendrait à mépriser les

motivations profondes du pouvoir Ouattara qui veut simplement utiliser l'opposition comme un faire valoir.

Monsieur le président, lors d'une interview à un organe de presse, vous aviez juré que votre parti, donc celui que vous représentez au sein de l'AFD ne siégerait jamais dans une commission présidée par Monsieur Youssouf Bakayoko. Nous estimons que l'AFD ne doit pas être ce paravent qui permettrait à certains d'entre nous de contourner les décisions exécutoires de nos partis politiques respectifs et surtout de défendre des intérêts individuels au détriment de ceux de la majorité. Nous insistons sur le fait que c'est irresponsable de siéger dans une Commission avec un tel individu dont l'échec a entraîné la mort de plusieurs de nos compatriotes.

Nous réaffirmons que la mission que nous nous sommes assignés à l'AFD n'est pas celle que vous déployez actuellement. Votre position entame davantage la fracture sociale déjà profonde entre les ivoiriens.

Ainsi, ces actes graves rendent intolérable le maintien de notre parti au sein de l'Alliance des Forces Démocratiques (AFD).

C'est pourquoi, nous vous déclarons, Monsieur le Président, que l'Union des Nouvelles Générations renonce à faire partie de l'Alliance des Forces Démocratiques.

Il nous apparaît plutôt urgent, à ce jour, de travailler à la mise en place d'un cadre politique devant aboutir à la réconciliation sincère et vraie des ivoiriens. Il apparaît à l'évidence que la libération du Président Laurent Gbagbo est la principale clef de voûte de cette grande entreprise.

Par ailleurs, il est évident qu'on ne peut entrer dans une période pré-électorale sans avoir réglé les problèmes de la crise post-électorale

de 2010. A défaut, nous subirons encore de profonds dommages, les mêmes causes produisant les mêmes effets. Il convient, pour ce faire, de régler les questions suivantes :

- Le désarmement,
- La sécurité sur l'ensemble du territoire,
- La libération de tous les prisonniers politiques,
- Le retour sécurisé de tous les exilés,
- Le dégel de tous les comptes et avoirs bancaires,
- La restitution des domiciles, des biens et des terres occupés,
- La libre circulation pour tous et la liberté de manifester sur toute l'étendue du territoire national,
- L'établissement d'une liste électorale consensuelle et fiable.

Nous considérons ces questions plus urgentes et prioritaires que la mise en place de la Commission Électorale Indépendante.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments fraternelle et militantes .

**Pour l'Union des Nouvelles Générations,
Le Président
Stéphane Kipré**